

# TOUT POUR LE MEDEF/CAC40... RIEN POUR LES TRAVAILLEURS

Les annonces de licenciements, de fermetures sèches d'entreprises et de délocalisations pleuvent, celles des cadeaux financiers aux firmes monopolistes du Medef/Cac40 déferlent. Les sommes mobilisées pour soutenir les actionnaires en plus des dividendes engrangées par les patrons insatiables sont vertigineuses: emprunts de 750 milliards d'euros de la Commission de Bruxelles que les contribuables de chaque pays de l'UE vont devoir rembourser, plan dit de « relance » de 100 milliards de l'Etat français (dont 40 milliards financés par le plan européen...), avec notamment 20 milliards de baisses d'impôts, etc. Sans compter que dans l'addition de ces chiffres, le gouvernement mélange des décisions déjà prises comme les maigres 6 milliards d'euros débloqués pour l'Hôpital dans le cadre du Ségur de la Santé...

Une telle facture ne peut en toute logique être financée que de deux manière : soit par les travailleurs sous la forme d'une baisse drastique des conditions d'existence, soit par une baisse des profits que nos luttes doivent imposer. Il n'y a pas de troisième voie et les

discours sur la non augmentation de la fiscalité ne doivent tromper aucun travailleur.

Les grands patrons repus profitent de l'occasion pour exiger la hausse du temps de travail avec maintien du salaire actuel, après avoir empoché le chômage partiel compensé durant le confinement.

Les prétextes pour ne pas satisfaire les revendications populaires que sont traditionnellement les tabous européens des 3% de déficit du PIB, le taux d'endettement et les déficits publics limités, etc. disparaissent du discours libéral des partis libéraux de droite, socialistes qui ont gouvernés jusqu'ici le pays. Les « lois » intouchables « du marché de la concurrence libre et non faussée » et du « désengagement de l'Etat » sont piétinés pour sauver les profits maximums. Seul l'enfumage habituel des vœux pieux écologiques subsiste, tant il est, contrairement aux promesses sociales, difficilement évaluable à terme dans ses résultats concrets... A croire que la mise en avant de la question écologique sert de cache sexe moraliste à une politique concrète de dévastation sociale annoncée...



L'Europe est « solidaire » pour emprunter de l'argent au profit des grands groupes patronaux et leurs actionnaires parasites, mais pas pour soigner et protéger les populations. Le nouveau discours des libéraux de droite, socialistes et écologistes dit qu'il « faut sauver l'entreprise pour sauver les emplois » tout en faisant les poches des travailleurs d'aujourd'hui et de demain. Cette vaste escroquerie politique est associée à l'idéologie du « capitalisme vert » auquel se convertissent les plus grands destructeurs de l'environnement que sont les firmes transnationales : Le slogan du « capitalisme vert » n'est pas autre chose qu'un masque des pays impérialistes fortement désindustrialisés exigeant cyniquement la « décroissance » des pays en cours d'industrialisation et dont l'indépendance menace de plus en plus leur hégémonie prédatrice. Le capitalisme impérialiste montre ici sa vraie nature : exploitation par l'appauvrissement continue des travailleurs, pillage de la nature qui ravage la biosphère et oppression des peuples par les ingérences et les guerres, toujours sous couvert de « bonnes intentions » pour un grand public... de moins en moins crédule.

Les Gilets Jaunes, le syndicalisme de combat et les mobilisations antiracistes, antifascistes et écologiques sortent peu à peu de la torpeur dans laquelle le gouvernement libéral pensait que la pandémie et le confinement maintiendraient longtemps les luttes sociales et démocratiques. La répression brutale qui a éborgné, arraché des mains, tué et les atteintes liberticides aux droits et à l'état de droit ont échoué à faire taire la colère ouvrière, populaire. Sous l'effet de l'assassinat de Floyd aux USA, le Comité Adama qui mène le combat pour la vérité et la justice suite à son décès dans les mains des policiers et la mobilisation pour dé-esclavagiser et décoloniser l'espace public français ont aussi été une riposte contre le racisme et le fascisme. Les premiers de cordées des personnels soignants protestent contre les politiques libérales qui ont désarmé le système hospitalier du pays.

L'instrumentalisation politique irresponsable de la pandémie du covid 19 toujours en cours est de plus en plus contestée par des secteurs de plus en plus nombreux des forces populaires et démocratiques qui annoncent des mobilisations pour les Gilets Jaunes les 12 septembre, pour le front du refus syndical le 17 septembre et les marches pour l'emploi pour tous et des sans papiers pour des papiers pour tous courant septembre jusqu'au 17 octobre, date anniversaire du massacre colonial des ouvriers algériens en 1961.

« Notre » impérialisme français s'ingère de plus en plus dans les affaires internes de pays indépendants comme en Biélorussie, au Liban et s'embourbe toujours plus dans des guerres injustes comme au Mali et dans le Sahel. Nous appelons à la mobilisation générale pour apporter la contribution des forces politiques anticapitalistes et anti-impérialistes aux luttes d'ici et notre solidarité internationaliste aux luttes des peuples qui cherchent à se débarrasser de l'oppression nationale dont ils sont victimes de la part de notre dictature bourgeoise. Le développement de nos luttes contre la vie chère, la misère, les dévastations de notre environnement, le racisme, le fascisme et les mensonges des gouvernements libéraux successifs dont particulièrement l'actuel et de l'UE est la voie incontournable pour stopper la broyeuse infernale du capitalisme impérialiste en crise.

La colère qui s'accumule dans les foyers ouvriers et populaires doit déboucher sur des luttes pour contraindre le patronat repus et le gouvernement libéral à prendre en compte nos revendications à partir de nos besoins. C'est aussi ces revendications maintes fois exprimées à travers les mobilisations du peuple que les candidats de la gauche anti-libérale, antiraciste, antifasciste, écologique et eurocritique aux régionales et départementales 2021, puis à l'élection présidentielle et aux législatives doivent clairement prendre en charge comme programme.